



NATIONS UNIES
BENIN



2022 UN COUNTRY ANNUAL RESULTS REPORT

RÉPUBLIQUE DU BENIN

JUIN 2023





Table des Matières

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS PAR LE COORDONNATEUR RÉSIDENT	4
ÉQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES AU BÉNIN	5
PRINCIPAUX PARTENAIRES DE DEVELOPPEMENT DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES AU BÉNIN	5
CHAPITRE 1 : DÉVELOPPEMENTS MARQUANTS DANS LE CONTEXTE NATIONAL ET RÉGIONAL	7
CHAPITRE 2 : APPUI DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES AUX PRIORITÉS NATIONALES DE DEVELOPPEMENT À TRAVERS PNUAD 2019-2023	9
2.1. Analyse des résultats globaux du PNUAD	10
2.2. Priorités, résultats et produits du PNUAD 2019 - 2023.....	12
2.2.1 Priorité stratégique 1 : Promotion de la croissance économique inclusive, forte et durable	13
2.2.2 Priorité stratégique 2 : Renforcement du capital humain.....	16
2.2.3 Priorité stratégique 3 : Consolidation de la démocratie, de l'État de droit et promotion de la bonne gouvernance	20
2.3 Appui aux Partenariats et Financement de l'Agenda 2030.....	23
2.4 Résultats de l'ONU travaillant plus et mieux ensemble : Cohérence, efficacité et efficience de l'ONU	24
2.5. Évaluations, leçons apprises et perspectives.....	24
2.6. Aperçu financier et mobilisation des ressources.....	25
CHAPITRE 3 : Objectif clé de l'Équipe Pays des Nations Unies pour l'année 2023	26

Sigles et Abréviations

ANPC	Agence Nationale de Protection Civile	MDC	Ministère du Développement et de la Coordination de l'Action Gouvernementale
APB	Agence Pénitentiaire du Bénin	MRS	Monitoring and Reporting System
ARV	Anti Rétroviraux	MS	Ministère de la Santé
APE	Associations de Parents d'Élèves	MT	Maladie transmissible
APIEX	Agence de Promotion des Investissements et des Exportations	ODD	Objectifs de Développement Durable
ATDA	Agence Territoriale de Développement Agricole	OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
BAD	Banque Africaine de Développement	OIT	Organisation Internationale du Travail
BM	Banque Mondiale	OMS	Organisation Mondiale de la Santé
CADBE	Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant	ONUDC	Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime
CBDH	Commission Béninoise des Droits de l'Homme	ONUDI	Organisation des Nations unies pour le développement industriel
CC	Changement climatique	ONUFEMME	Organisation des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
CCI	Centre International de Calcul des Nations Unies (International Computing Centre)	ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH-sida
CDE	Convention des Droits de l'Enfant	OP	Organisations de Producteurs
CdGOP	Conseil de Gestion aux OP	OSC	Organisation de la Société Civile
CDS	Credit Default Swap	PAAMO	Projet d'assistance alimentaire aux populations vulnérables du Mono et de l'Ouémé
CEA	Commission Économique pour l'Afrique	PADAAM	Projet d'appui au développement agricole et à l'accès au marché
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest	PADMAR	Projet d'appui au développement du maraîchage
CENA	Commission Électorale Nationale Autonome	PAG	Programme d'Actions du Gouvernement
CePED	Centre de Partenariat et d'Expertise pour le Développement durable	PAM	Programme Alimentaire Mondial
CLA	Chenille Légionnaire d'Automne	PCIME	Prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfant
CNUCED	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement	PDA	Portail des Démarches Administratives
CONAFIL	Commission Nationale des Finances Locales	PEC-MAS	Prise en Charge des malnutritions aiguës sévères
COVID -19	Coronavirus Disease 2019	PF	Planification Familiale
CPADD	Centre de Perfectionnement aux Actions post-confliktuelles de Déminage et de Dépollution	PND	Plan National de Développement
CPN	Consultation prénatale	PC2D	Programme de Croissance pour le Développement Durable
CPS	Centre de Promotion Sociale	PNUAD	Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (PNUAD)
DAPPDH	Direction de l'Administration Pénitentiaire et de la Protection des Droits Humains	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
DDHE	Direction des Droits Humains et de l'Enfance	PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
DG Eau	Direction Générale de l'Eau	PPE	Personal Protective Equipment
DGEC	Direction Générale de l'Environnement et du Climat	PVVIH	Personne Vivant avec le VIH
DGEFC	Direction Générale des Eaux Forêts et Chasse	RCCE	Risk Communication and Community Engagement
DGRE	Direction Générale des Ressources Énergétiques	R2R	Recovery to Resilience
DIHS2	District Health Information System Version 2	SI-ODD	Système Intégré pour la Gestion des ODD
DPP	Direction de la Programmation et de la Prospective	SIRPSTAT	Système d'information sur le marché du travail
ECOSOC	Conseil économique et social des Nations unies	SMIG	Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti
EFTP	Enseignement et Formation Technique et Professionnel	SNU	Système des Nations Unies
EPU	Examen Périodique Universel	SONUC	Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence Complet
FAO	Food and Agriculture Organisation	SRAJ	Santé de la Reproduction des Adolescents et des Jeunes
FAPHB	Fédération des Associations des Personnes Handicapées du Bénin	SRMNEAJ	Santé de la Reproduction/Santé maternelle, néonatale, infantile et de l'adolescent
FENU	Fonds d'équipement des Nations unies	SSN	Système Statistique National
FDAL	Fin de Défécation à l'Air Libre	SSR	Soins de Suite et de Réadaptation
FIDA	Fonds International de Développement Agricole	SYGEC	Système de Gestion Électronique des Courriers
FMI	Fonds Monétaire International	TBS	Tableau de Bord Social
FPHN	Forum Politique de Haut Niveau	TFM	Tables Filières Maraîchères
FUPRO	Fédération des Unions de Producteurs du Bénin	TPME	Très Petites et Moyennes Entreprises
GANE	Groupes Armées Non Etatiques	UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine
GUV	Guichet Unique Virtuel de la fonction publique	UNCDF	Fonds d'Équipement des Nations Unies
HCDH	Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme	UNEP	Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE)
IFRIZ	Interprofession de la Filière Riz	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
IPRT	Integrated Planning and Reporting Toolkit	UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
ITU	Union internationale des télécommunications	UNHCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
LGBTQ	Lesbian, Gay, Bisexual, Transgender, Queer or Questioning	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
LQAS	Lot Quality Assurance Sampling	UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les Services d'Appui aux projets
MNT	Maladie non Transmissible	UNSDCF	United Nations Sustainable Development Cooperation Framework (Plan Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable)
MASM	Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance	USAID	US Agency for International Development (Agence des États-Unis pour le Développement International)
MCVDD	Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable		
MIDAS	Migration Information and Data Analysis System/ Système d'Information et d'Analyse des Flux Migratoires		
MISP	Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique		
MJL	Ministère de la Justice et de la Législation		
ME	Ministère de l'Énergie		

Avant-Propos

En ma qualité de Coordonnateur Résident des Nations Unies au Bénin, j'ai le plaisir de vous présenter le rapport de progrès de la mise en œuvre du Plan – Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (PNUAD) 2019 – 2023 pour l'année 2022. Le rapport retrace les principaux résultats enregistrés dans le cadre de la mise en œuvre du PNUAD en 2022 et met en exergue la contribution collective des Nations Unies, en collaboration avec nos partenaires, pour la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD) et la réalisation de la promesse de « ne laisser personne de côté » lors de la quatrième et dernière année de mise en œuvre du PNUAD. Ce rapport est donc un effort collectif du Système des Nations Unies au Bénin pour s'assurer que personne n'est laissé pour compte.

Au Bénin, l'année 2022 a été marquée par la résilience de l'économie face aux divers chocs, la tenue de l'élection législative inclusive et une situation sécuritaire préoccupante dans la partie septentrionale du pays. À cet égard, les Nations Unies ont renforcé leurs actions pour apporter un appui coordonné à la mise en œuvre de l'Agenda 2030, prenant en compte les développements et menaces sécuritaires dans les zones frontalières du Nord du pays.

L'Équipe Pays des Nations Unies a continué d'appuyer l'engagement du Gouvernement du Bénin dans des

fora mondiaux essentiels tels que le Sommet sur la transformation de l'éducation, de trouver des solutions aux problèmes émergents et de progresser sur le programme de développement durable plus large, étayé par la stratégie de partenariat à multiples facettes et soutenu par des communications stratégiques actives pour sensibiliser sur l'Agenda 2030 pour le développement durable, les 17 ODD et les travaux de l'Équipe Pays des Nations Unies.

Nous avons continué à développer la coopération dans une grande variété de domaines, en promouvant la croissance économique inclusive, forte et durable, en améliorant le climat des affaires, en renforçant l'État de droit et la bonne gouvernance, en comblant les écarts entre les sexes, en améliorant les normes de santé et de travail, l'accès à des services de base équitables, ainsi que l'accès du public à l'information, en travaillant sur la protection de l'environnement et la préparation aux catastrophes, la réduction des disparités, le développement de l'éducation et des droits des enfants, la promotion des droits de l'homme en général tout en tendant la main à ceux qui sont laissés de côté. Et bien plus encore.

L'élaboration du nouveau Plan-Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable (UNSDCF) 2023-2026 a été une étape importante en 2022, soutenue par la participation

active et itérative de tous les membres de l'Équipe Pays des Nations Unies et un fort engagement du Gouvernement sous le leadership du Ministre de l'Économie et des Finances. En effet, l'Équipe Pays des Nations Unies avec l'accord du Gouvernement du Bénin a procédé à un écourtement du PNUAD 2019-2023 et a mis en place pour la période 2023-2026, un nouveau UNSDCF, motivé par l'ambition de l'Équipe Pays de disposer d'un Cadre de Coopération mieux aligné sur le Programme d'Actions du Gouvernement 2021-2026 et sur les nouveaux défis de développement auxquels le pays est confronté. Il s'agit principalement des défis qui pourraient contrarier le rythme d'accélération des progrès vers les ODD et la mise en œuvre du PAG au Bénin.

Au nom de toute l'Équipe Pays des Nations Unies au Bénin, j'exprime notre sincère gratitude à tous nos partenaires pour leur contribution à nos efforts conjoints pour soutenir les priorités du pays en 2022. Compte tenu des défis actuels auxquels nous sommes confrontés, le multilatéralisme n'est pas une option mais une nécessité alors que nous reconstruisons mieux et plus vert pour un monde plus égalitaire, plus résilient et plus durable.

Nous attendons avec impatience les défis et les opportunités que 2023 présentera.

Salvator Niyonzima
Coordonnateur Résident SNU Bénin

ÉQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES AU BÉNIN



Les Nations Unies sont présentes au Bénin depuis son indépendance en 1960. Dix-neuf (19) Agences, Fonds et Programmes (AFP) sont signataires du Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (PNUAD) 2019-2023 et accompagnent le Gouvernement dans la réalisation des priorités nationales, conformément aux Objectifs de Développement Durable (ODD).

L'Équipe Pays des Nations Unies au Bénin, sous le leadership du Coordonnateur Résident, soutient le Bénin dans son engagement à mettre en œuvre l'Agenda 2030 et les Objectifs de développement durable (ODD), l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et les priorités nationales exprimées dans le Plan National du Développement (PND) et Plan d'Action

PRINCIPAUX PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES AU BÉNIN

Le PNUAD 2019 – 2023 représente un engagement pour l'ONU au Bénin de travailler en étroite partenariat avec toutes les parties prenantes pour obtenir des résultats qui aideront tous les habitants du pays à profiter d'une économie plus prospère et durable et d'une société plus juste et vivable.

Les principaux partenaires de la mise en œuvre du PNUAD 2019 - 2023 sont le Gouvernement du Bénin et d'autres organismes gouvernementaux, les structures au niveau déconcentré et décentralisé, les organisations de la société civile, les syndicats des travailleurs, les universités, les médias nationaux et locaux, le secteur privé, les donateurs bilatéraux internationaux et les institutions financières internationales (IFI).

du Gouvernement (PAG (2021-2026)), en matière de droits de l'homme et d'autres objectifs de développement internationaux et régionaux convenus et les obligations des traités, ainsi que l'efficacité de l'aide.

Les dix (10) Agences, Fonds et Programmes (AFP) ayant des bureaux au Bénin sont le PNUD, l'UNICEF, le PAM, l'OMS, l'UNFPA, la FAO, l'UNESCO, l'OIM, l'ONUSIDA et l'UNCDF. Les neuf (9) AFP qui fonctionnent à travers des bureaux régionaux ou siège à l'appui du travail de l'ONU au Bénin sont l'OIT, le FIDA, le CCI, le HCDH, le HCR, l'UPU, l'ONU FEMME, l'ONUDI et le PNUE. En 2022, l'Équipe Pays des Nations Unies au Bénin a été renforcée par les bureaux du projet de l'UNOPS et de l'ONU DC.

Les interventions de l'ONU au Bénin étant majoritairement financées par des bailleurs de fonds, la mobilisation des ressources des partenaires est essentielle pour leur déploiement, soit de manière bilatérale par les agences onusiennes, soit par des efforts conjoints. Plusieurs partenaires, comme la Banque mondiale, peuvent ne pas apporter de contribution financière à l'ONU au Bénin, mais leur travail est en synergie avec celui de l'ONU, ce qui se traduit par une plus grande couverture des groupes vulnérables ou marginalisés dans le pays. L'ONU continue de jouer un rôle constructif dans les forums de coordination du pays et assure la coordination et le Secrétariat du Groupe des Chefs de Mission Diplomatiques.



Partenaires bilatéraux



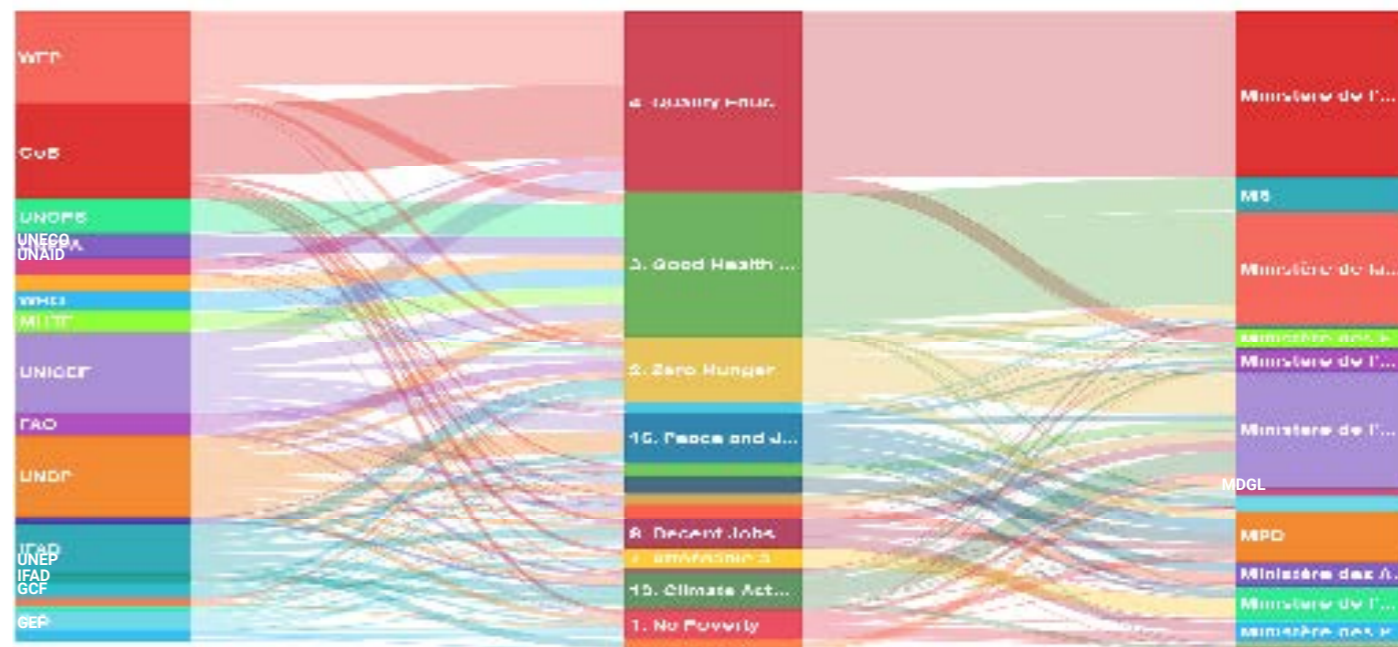
Partenaires Multilatéraux



Fonds Globaux



Financement des Nations Unies au Bénin pour faire avancer les ODD : Lien entre les Partenaires contributeurs, Agences, Fonds et Programmes, les ODD et les partenaires de mise en œuvre



Source : Graphique extrait de UNINFO affichant les 20 meilleurs contributeurs.

Note: La largeur des lignes correspond à la quantité de ressources apportées. Pour plus de détails, le plan de travail conjoint de l'équipe des Nations Unies est téléchargeable à partir du lien : <https://uninfo.org/data-explorer>

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE





CHAPITRE 01

DÉVELOPPEMENTS MARQUANTS DANS LE CONTEXTE NATIONAL ET RÉGIONAL



CHAPITRE 1 : DÉVELOPPEMENTS MARQUANTS DANS LE CONTEXTE NATIONAL ET RÉGIONAL

L'année 2022 a été marquée par la résilience de l'économie béninoise face aux différents chocs auxquels le monde a été confronté mais aussi par des avancées notables sur le plan social, politique, culturel et environnemental. Cependant la situation sécuritaire, de plus en plus préoccupante, dans la partie septentrionale du pays constitue une véritable menace pour la mise en œuvre des ODD et du Programme d'Action du Gouvernement (PAG 2021-2026).

Sur le plan économique, les performances restent satisfaisantes en dépit de l'environnement peu favorable. Selon les données du Fonds Monétaire International, l'activité économique devrait augmenter de 6 % en 2022, soutenue principalement par l'agro-industrie en lien avec le projet de la zone industrielle de Glo-djigbé, la construction et les grands chantiers de développement en cours dans le pays. Cette dynamique de l'activité économique se traduit par les performances enregistrées dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire. Par ailleurs, l'inflation est restée modérée en dépit des tensions inflationnistes liées à la crise Russo-Ukrainienne, reflétant la bonne campagne agricole ainsi que des subventions de l'État aux prix de certains produits importés, notamment les carburants, les engrais et les denrées alimentaires. Ces efforts du Gouvernement ont permis au pays d'enregistrer un taux d'inflation en critère de convergence de 1,7% en 2022 (contre 7,4% dans l'UEMOA la même année).

Sur le plan social, plusieurs actions ont été engagées par le Gouvernement dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de la protection sociale et du genre en lien avec son engagement de mettre un accent particulier sur le social. Une amélioration substantielle des salaires des agents de l'État et le relèvement significatif du SMIG au Bénin a été faite en fin de l'année 2022, permettant une amélioration des conditions de vie des fonctionnaires dans un environnement mondial marqué par la cherté de la vie.

Sur le plan politique, l'année 2022 reste marquée par la préparation et l'organisation de l'élection législative du 8 janvier 2023.

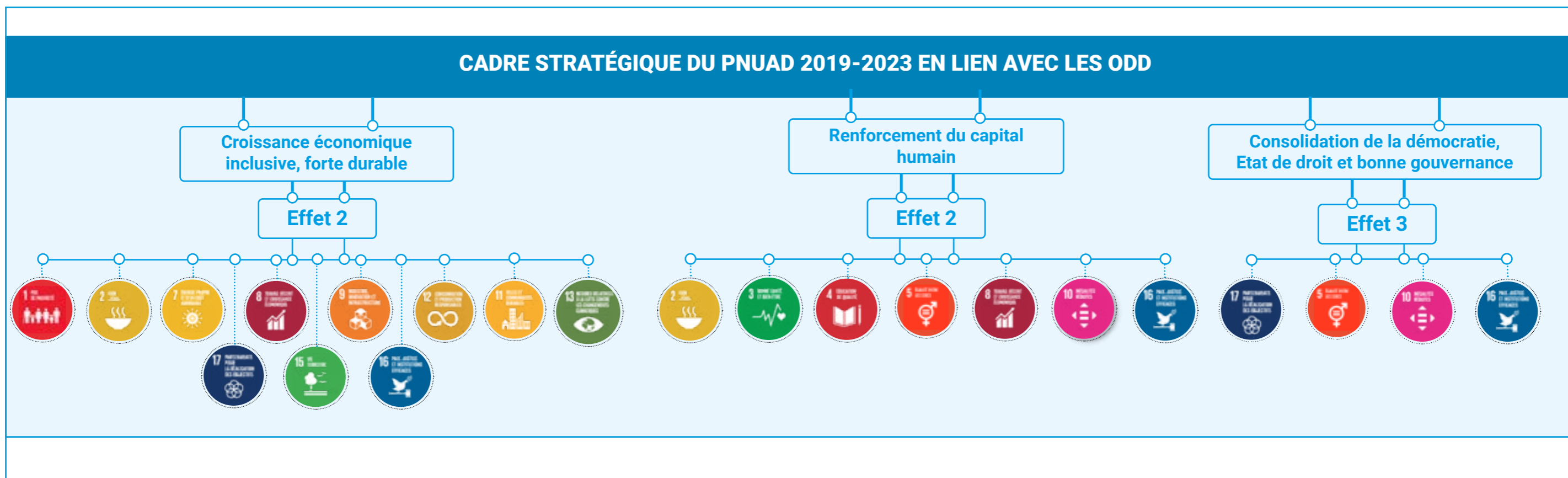
La situation sécuritaire s'est malheureusement détériorée dans le nord du pays, avec vingt-deux (22) attaques des Groupes Armées Non Étatiques (GANE), contre trois en 2021. À la fin de 2022, 1.064 réfugiés du Burkina Faso ont été enregistrés dans la base des données de l'UNHCR (proGres). Neuf écoles ont été fermées et certaines formations sanitaires ont réduit leur temps d'opération dans les départements de l'Atacora et de l'Alibori. Face à cette situation, le Gouvernement a renforcé la sécurité des populations dans les zones à risque et s'est engagé dans la mise en œuvre d'une réponse innovante, « l'approche civile » caractérisée par l'amélioration de la présence de l'État et la cohésion sociale dans les communautés où le risque d'extrémisme violent est présent.



CHAPITRE 02

APPUI DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES AUX PRIORITÉS NATIONALES DE DEVELOPPEMENT À TRAVERS PNUAD 2019-2023

CHAPITRE 2 : APPUI DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES AUX PRIORITÉS NATIONALES DE DEVELOPPEMENT À TRAVERS PNUAD 2019-2023



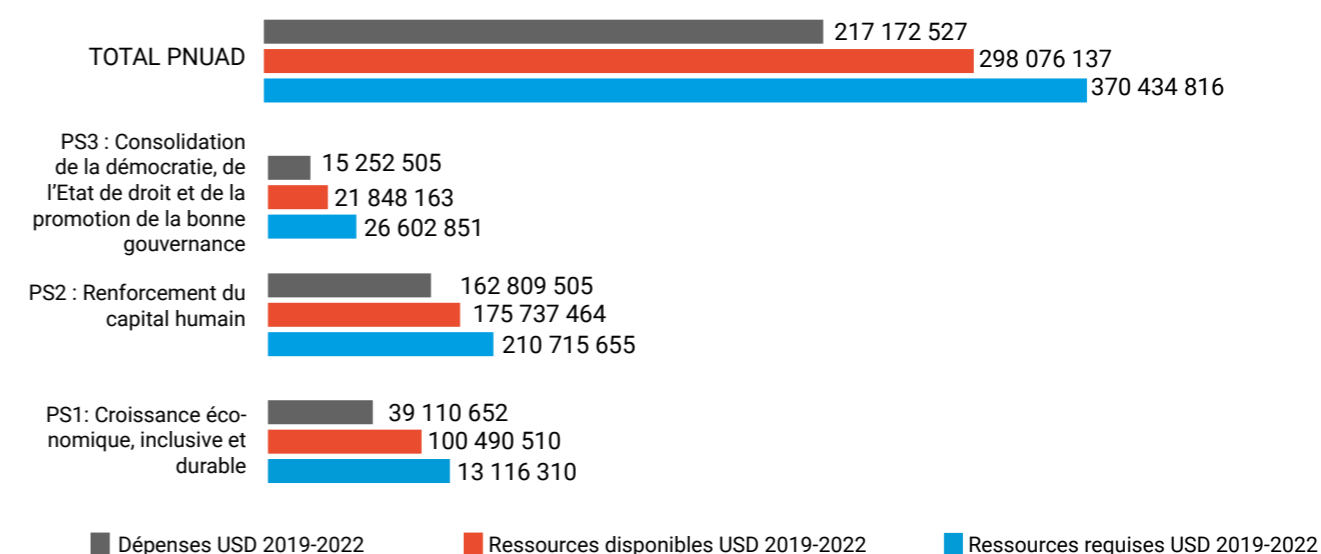
2.1. Analyse des résultats globaux du PNUAD

Le PNUAD 2019-2023 est structuré autour de trois priorités stratégiques déclinées en trois effets majeurs attendus à l’horizon 2023. Chaque effet est décliné en des produits et résultats annuels en lien avec les ODD.

L’analyse des performances de la mise en œuvre du PNUAD (2019-2023) révèle que de résultats significatifs ont été atteints depuis le début du cycle. Près de 72,3% des indicateurs de résultats ont atteint les cibles projetées avec un taux global d’exécution financière de 73 % sur la période 2019 - 2022, soit environ 217,2 millions de dollars dépensés sur les 298 millions de ressources disponibles (Réf. graphique n°1).

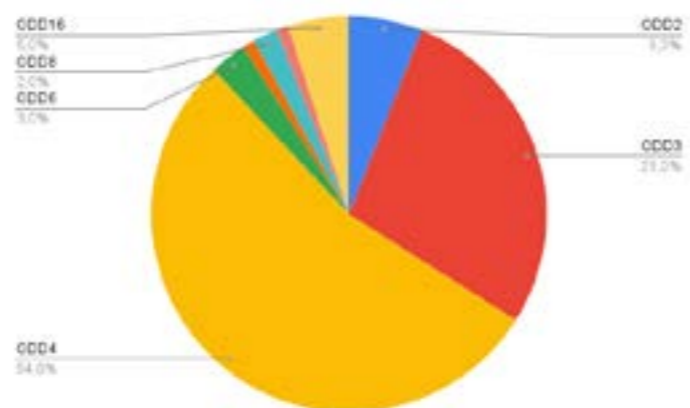
Ces résultats ont généré des changements quantitatifs et qualitatifs au niveau des communautés, des institutions nationales et locales. La mise en œuvre du PNUAD a contribué à la poursuite des réformes institutionnelles, structurelles et sectorielles visant l’accélération de la transformation structurelle de l’économie, le renforcement de l’accès aux services sociaux de base, la consolidation de la démocratie, et la cohésion sociale.

Graphique 1 : Exécution financière du PNUAD sur la période 2019-2022

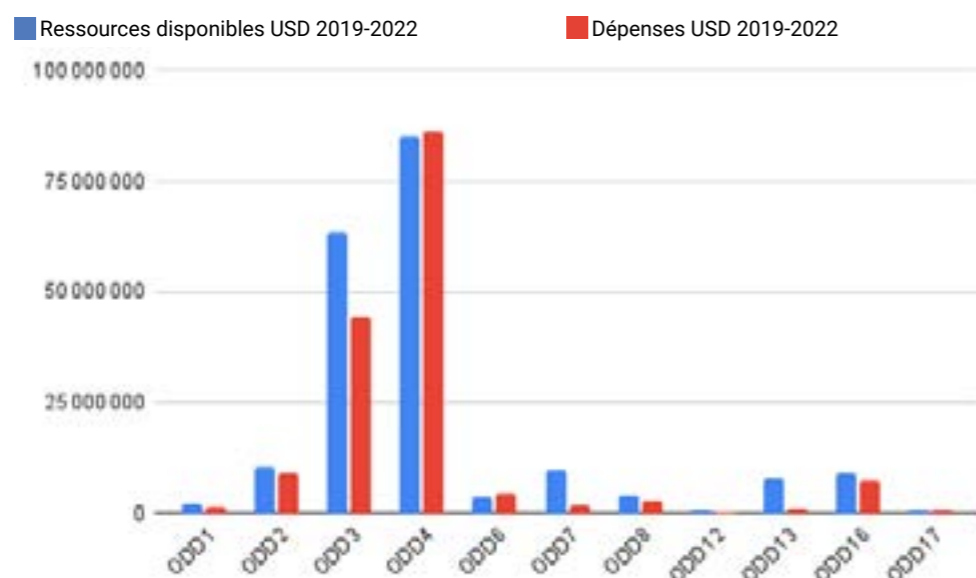


Source : Construit à partir des données extraites de l'UNINFO

Presque tous les ODD ont été visés par l'Équipe Pays des NU avec une couverture de 77 % des 254 millions de dollars de ressources nécessaires sur la période 2019-2022 où les dépenses effectuées ont été plus en faveur de l'ODD 4 (Éducation de qualité) : 54%, l'ODD 3 (Bonne Santé et Bien-Être) : 28%; l'ODD 2 (Faim Zéro) : 6% ; l'ODD 16 (Paix Justice et Institutions Efficaces) : 5% ; l'ODD 6 (Eau propre et assainissement) : 3%.



Graphiques 2 et 3 : Financement global ODD PNUAD sur la période 2019-2022



Source : Construit à partir des données extraites de l'UNINFO

En lien à la priorité stratégique sur la croissance économique inclusive durable, 60% des résultats attendus ont été réalisés avec un niveau de réalisation financière de 39%. Malgré la mobilisation tardive de ressources financières pour le démarrage de certains projets et l'exécution de certaines activités prévues au plan de travail conjoint sur la période 2019-2022, d'appréciables progrès ont été notés. Les résultats ont essentiellement porté sur le financement adapté aux Très Petites et Moyennes Entreprises (TPME), la création d'emploi, la résilience face aux changements climatiques, la consolidation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle à travers les renforcements de capacités des acteurs institutionnels et locaux dans les secteurs de l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'aquaculture; et l'accès à l'énergie propre.

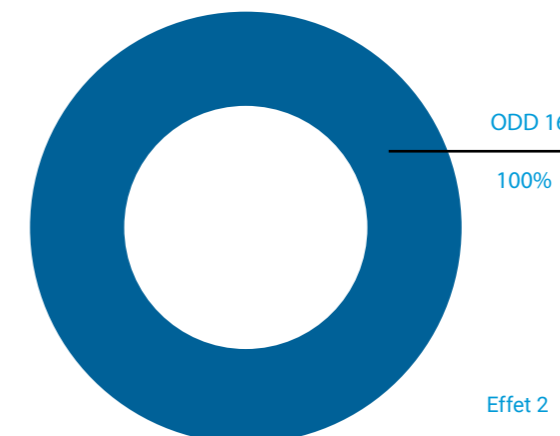
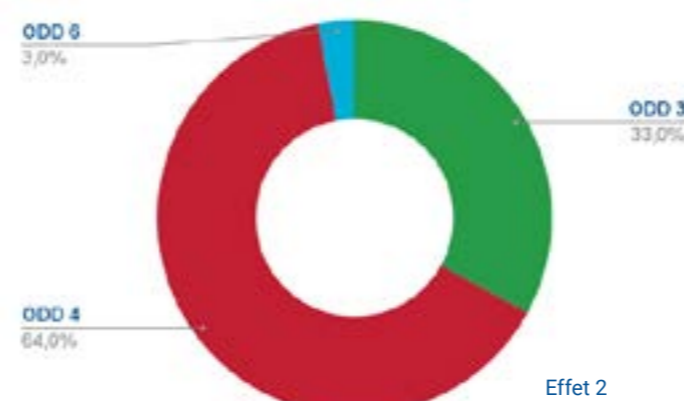
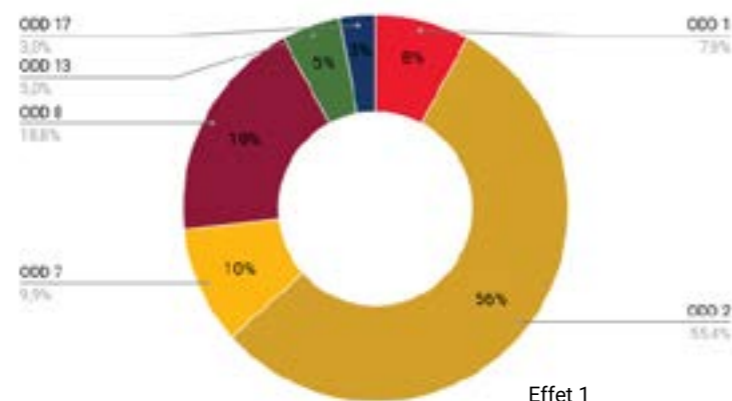
Les dépenses ont couvert principalement les ODD 1 (Pas de Pauvreté) : 8%; ODD 2 (Faim Zéro) : 56%; ODD 8 (Croissance Économique et Travail Décent) : 19%; ODD 7 (Énergie propre et durable) : 10% et ODD 13 (Changement Climatique) : 5%.

En ce qui concerne la priorité stratégique relative au renforcement du capital humain, 82% des résultats de développement

attendus ont été réalisés avec une réalisation financière de 93 %. Les résultats obtenus ont essentiellement porté sur la scolarisation et le maintien des enfants en particulier des filles dans l'éducation de base, le renforcement du système sanitaire, la coordination et le pilotage des systèmes de protection sociale intégrés et des politiques sociales inclusives. Les interventions ont contribué principalement à la réalisation des ODD 3 (Bonne Santé et Bien-Être) : 37%, ODD 4 (Éducation de qualité) : 64%, ODD 6 (Eau propre et assainissement) : 3%.

Pour la priorité stratégique relative à la consolidation de la démocratie, de l'État de droit et la promotion de la bonne gouvernance, les indicateurs de résultats qui ont atteint la cible fixée pour 2022 sont ressortis à 75% pour une réalisation financière de 70%. Les résultats ont porté essentiellement sur la prévention de l'extrémisme violent, le renforcement de la chaîne de planification, programmation, budgétisation et du suivi évaluation et l'accès à la justice pour les plus vulnérables. Les interventions ont essentiellement couvert ODD 16 (Paix, Justice et Institutions Efficaces) avec plus de 07 millions de dollars US dépensés.

PART DES DEPENSES ORIENTEES VERS LES ODD PAR PRIORITE STRATEGIQUE DU PNUAD 2019-2023 EN LIEN AVEC LES ODD



2.2 Priorités, résultats et produits du PNUAD 2019-2023

2.2.1 Priorité stratégique 1 : Promotion de la croissance économique inclusive, forte et durable

PNUD, UNCDF, FAO, PAM, OIT, FIDA, OIM, CNUCED, UNEP, ITC, UNIDO, UPU

Au niveau de la priorité sur « la promotion de la croissance économique inclusive, forte et durable », près de 65 % des résultats planifiés au niveau des différents produits pour l'année 2022 ont été atteints. Ces résultats ont porté sur les principales lignes

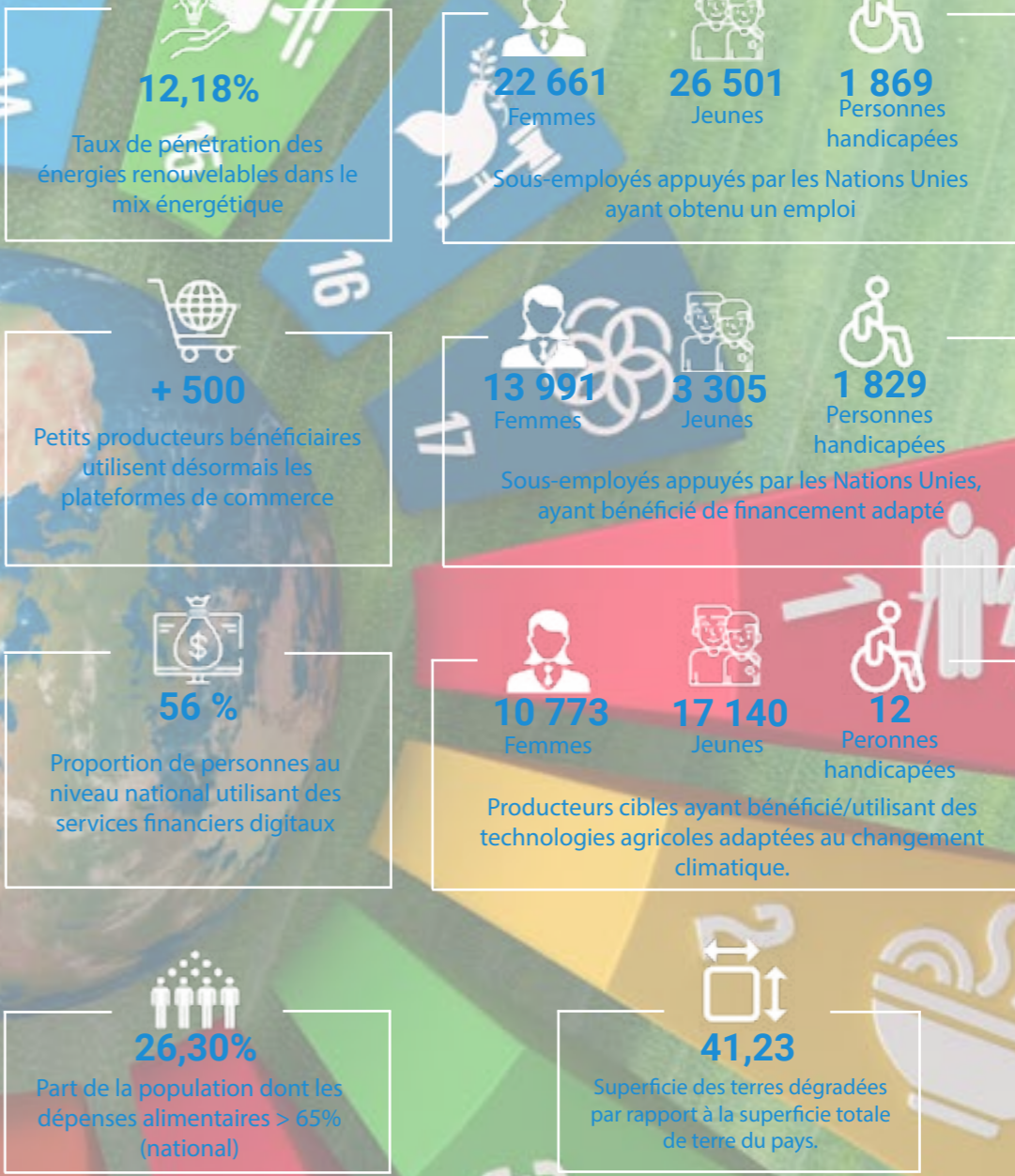
de services ci-après : i) le financement adapté et la création d'emploi ; ii) la nutrition et la sécurité alimentaire ; iii) l'énergie propre et durable ; v) la résilience face au changement climatique.



«Après ma formation en agronomie, je n'avais personne pour m'aider à réaliser mes rêves. Je passais mes journées à ne rien faire jusqu'au jour où j'ai entendu parler à la radio du projet PReCoV pour l'insertion des jeunes», a relaté la jeune femme.

Clarisse a déposé sa candidature et a été retenue. Elle a ainsi pu suivre des cours sur la gestion financière et les activités génératrices de revenus et a reçu une aide finan-

Principaux résultats



Contributions aux ODD - Dépenses totales 2022 (5,79 millions USD)



2.2.1.1 Financement adapté et création d'emploi

Les appuis des Nations Unies ont, au cours de l'année 2022, permis aux personnes en situation de sous-emploi de bénéficier des facilités d'installation et des financements

- Dans le cadre de la création d'entreprises agricoles viables, 8 160 nouvelles personnes sous-employés (dont 3 887 femmes, 4 229 jeunes et 44 personnes handicapées) ont obtenu un emploi, portant le nombre d'emplois créés de 20 421 en 2021 à 28 581 en 2022.
- 945 nouvelles TPME ont été financées en 2022, dont 645 migrants bénéficiant d'une assistance de l'OIM pour leur retour et d'un financement de leur projet de réintégration. Ce qui a fait augmenter le nombre de sous-employés appuyés par les Nations Unies et bénéficiant de financement adapté de 8 180 en 2021 à 9 125 en 2022 (dont 3 991 femmes, 3 305 jeunes et 1 829 personnes handicapées).
- Le guichet électronique MonEntreprise.bj installé par l'Agence de Promotion des Investissements et des Exportations (APIEx) avec l'appui de la CNUCED et du Royaume des Pays Bas a permis d'enregistrer 56 575 nouvelles entreprises en 2022 (soit +8% par rapport à 2021), dont 33% de femmes et 41% de jeunes de moins de 30 ans.
- Plus de 500 petits producteurs bénéficiaires utilisent désormais les plateformes de commerce électronique grâce à l'assistance technique et financière de l'UNCDF à l'ensemble de l'écosystème de l'économie numérique.
- Les Nations Unies, à travers le FIDA, ont également appuyé le Gouvernement à améliorer la gouvernance des filières agricoles. 290 Organisations de Producteurs (OP) ont été formées sur le Conseil de Gestion aux OP (CdGOP), 07 Tables Filières Maraîchères (TFM) ont été mises en place au niveau des 07 départements d'intervention ,
- En outre 56% de personnes utilisent des services financiers digitaux, soit un accroissement par rapport à la proportion de 50,1% de personnes en 2021 avec

adapapaptés pour l'emploi et l'entrepreneuriat. Les principaux résultats enregistrés se résument comme suit :

- la facilitation, entre autres, de l'UNCDF pour l'accès des populations aux finances digitales, à travers le projet Recovery to Resilience (R2R). Dans ce cadre, 17 nouveaux points de services numériques/agents actifs ont été installés en zone rurale; 12 394 personnes dont 4 482 femmes ont installé l'application KASUA pour accéder à des services financiers classiques; 905 personnes dont 333 femmes ont accès à des solutions numériques et ont été renforcés dans la digitalisation des chaînes de valeurs agricoles; 711 micro entrepreneurs agricoles dont 246 femmes ont ouvert un portefeuille électronique; 6 064 micro-entrepreneurs agricoles dont 4 236 femmes ont été renforcés en gestion des récoltes et vente en ligne des productions et ont été enregistrés sur une plateforme numérique dédiée (AgriYara).
- Le Conseil National du Patronat du Bénin, l'organisation d'employeurs représentative du secteur privé et les syndicats représentatifs ont renforcé ses capacités avec l'appui de l'OIT pour la participation effective dans les mécanismes du dialogue social au Bénin.

HISTOIRE



Comme Anne, beaucoup de femmes et de jeunes au Bénin ont monté une petite affaire ou exploitent un petit terrain agricole pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille, mais ne disposent pas d'un compte bancaire pour investir et développer leur activité grâce à la réalisation de virements, à la contraction de prêts ou à la gestion de leur épargne.

La situation économique de ces personnes déjà vulnérables s'est encore aggravée avec la crise de la COVID-19, qui les a poussées à stopper leur activité, révélant la nécessité pour les pouvoirs publics d'investir urgemment dans des programmes locaux de renforcement de la résilience moyennant des solutions numériques, qui sont apparues comme un outil efficace pour assurer la continuité des activités productives et commerciales de ces populations.

[Lire toute l'histoire](#)



2.2.1.2 Résilience face aux changements climatiques

Les appuis des Nations Unies ont, au cours de l'année 2022, contribué au renforcement des institutions publiques et locales, à l'intégration des changements climatiques (CC) dans les politiques de développement et faciliter l'accès des producteurs aux technologies agricoles adaptées aux CC.



Plus spécifiquement :

- 69 institutions publiques et locales ont été appuyées par la FAO, l'OIM, l'UNCDF et le FIDA en 2022 contre 36 en 2021. Ces institutions ont bénéficié de renforcement de capacités, de transferts budgétaires et/ou des équipements nécessaires pour l'intégration des changements climatiques dans les politiques et stratégies.
- Près de 300 personnes regroupant les autorités administratives et locales, forces de sécurité et de défense, les agents de santé, les pompiers et les membres de la communauté ont pris part à un exercice de simulation de crise (SIMEX) survenant à la suite d'une inondation et entraînant un déplacement de populations, avec l'appui de l'OIM.
- Auparavant, un exercice de simulation de crise sur table (TABLEX) avait été organisé à Parakou avec les autorités locales.
- 13 048 producteurs appuyés par les Nations Unies (dont 5 842 femmes et 7 206 jeunes) ont eu accès en 2022 aux technologies agricoles adaptées au changement climatique avec les appuis conjoints du PNUD, de la FAO et du FIDA. Au total, le nombre cumulé de producteurs ayant bénéficié de l'appui des Nations Unies en matière de technologies agricoles adaptées au changement climatique a atteint au cours du cycle, 327 925 en 2022 contre 14 877 en 2021.
- 04 communes ont bénéficié de subvention de résilience climatique et 30 nouveaux responsables communaux

ont été sensibilisés et formés sur le mécanisme de financement de l'adaptation au niveau local (LoCAL).

- Dans le cadre de l'adaptation des moyens de subsistance par la restauration des écosystèmes forestiers, 5 projets de plan d'aménagement simplifiés des Forêts communautaires de Katenga (Boukombé), Salagawa (Ouaké), Didani (Cobly), Deroubou (Banikoara), Bétékoukou (Dassa-Zoumè). Il en est de même de deux (2) propositions d'options d'adaptation basée sur les écosystèmes (EbA) à intégrer aux orientations spatiales des unités d'aménagement de Bakou et de Bétérou sont rendus disponibles, lesquels seront soumis à l'adoption aux autorités forestières nationales.
- Les 305 ha (200 ha de restauration, 75 ha de vergers, 30 bois-énergie) réalisées en 2021 ont reçus les entretiens.
- Six (6) structures locales de cogestion forestières, devant prendre en charge la mise en œuvre des plans d'aménagement respectifs, ont été désignées, installées, équipées et formées.
- Les 14 coopératives ayant reçu des équipements de transformation (moulins à karité et néré, décortiqueuses de noix d'anacarde, torrificateurs, calibreuses) des produits agricoles et de produits forestiers non ligneux (PFNL) sont formés au conditionnement - emballage, le clustering pour la mise sur le marché.

HISTOIRE



L'agriculture sur brûlis, le pâturage pour le bétail, les feux de végétation constituent des menaces pour la forêt sacrée de Tanhounzoun au Bénin. Avec l'appui du Programme de Microfinancements du Fonds pour l'Environnement Mondial (PMF-FEM) et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), les populations riveraines œuvrent pour la restauration, la conservation et la gestion durable de cette forêt.

Lire toute l'histoire



2.2.1.3 Renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations

Grâce à l'accompagnement des Nations Unies :

- 300 femmes enceintes ont reçu des conseils sur la nutrition et la supplémentation en fer/acide folique pendant la grossesse, portant à 50 600 femmes enceintes bénéficiaires en 2022 contre 50 300 en 2021.
- le score de consommation alimentaire a augmenté de 42% en 2021 à 61,7% en 2022 aussi bien au niveau national (61,36%) qu'aux niveaux urbain (65%) et rural (58.75%) .
- la part de la population dont les dépenses alimentaires sont supérieures à 65% a augmenté depuis le début du cycle et atteint 26,30% en 2022.
- 5 000 ménages vulnérables au Bénin ont bénéficié de 160 tonnes d'engrais (NPK et urée) et 45 tonnes de semences certifiées.
- 10 coopératives de femmes et jeunes soit un effectif de 199, ont bénéficié les équipements agricoles dans les communes de Tchaourou, Savalou et Glazoué pour une meilleure transformation des produits agricoles (riz, manioc et soja) afin d'avoir des produits finis de qualité.
- 15 cadres du Ministère en charge de l'agriculture et 95 acteurs locaux ont bénéficié des renforcements de capacité sur la mécanisation agricole pour une meilleure qualité des produits agricoles.

2.2.1.4 Accès des populations en milieu rural et péri-urbain aux sources d'énergie propre et durable

Les appuis des Nations Unies au cours de l'année 2022 ont permis :

- à cinq (05) communes du Bénin de disposer chacune, d'un minicentrale solaire photovoltaïque résiliente, d'une puissance de 7500 Wc, installés dans les localités (Atangodo, Ayiogbé, Kogadji, Kassagbéga et Kosia) permettant à environ 15 000 personnes (dont 7 800 femmes) et entreprises en zones rurales d'accéder à l'énergie propre, et abordable en hors réseau électrique.
- d'améliorer le taux de pénétration des énergies renouvelables dans le mix énergétique de 9,7% en 2021 à 12,18% en 2022. En effet, la puissance d'énergie renouvelable installée est de 37500 Wc en 2022, soit 510 Kilo Watt d'énergie renouvelable solaire et 0,51 Méga Watt d'énergie par gazéification ;



2.2.1.5 Gestion durable des ressources naturelles

Les Nations Unies ont poursuivi leurs appuis pour le renforcement de la résilience des communautés rurales et péri-urbaines, notamment les plus vulnérables à travers l'accès à l'information climatique et une gestion durable des ressources naturelles. Plus spécifiquement :

- 510 producteurs des filières riz, maïs et manioc ont bénéficié de renforcement de capacités sur la gestion durable des terres et l'utilisation des plantes améliorantes de la fertilité des sols via les conventions avec FUPRO et IFRIZ.
- 100 producteurs relais soutenus par le FIDA à travers le projet PADAAM ont utilisé du mucuna dans l'expérimentation de la gestion durable des terres. Ce qui a contribué à réduire la superficie des terres dégradées par rapport à la superficie totale de terre du pays de 62 % en 2018 à 41,23 % en 2022.
- 678,25 ha de planches surélevées ont été installées dans les Communes de Dangbo, Adjohoun, Aguégoués et Porto-Novo avec l'appui du FIDA à travers le projet PADMAR pour assurer une meilleure gestion et maîtrise de l'eau.
- 510 exploitants agricoles ont adopté en 2022 les pratiques durables de la gestion de la fertilité des sols grâce aux appuis du FIDA à la formation et au renforcement des capacités de 12 115 producteurs maraîchers en pratiques de production durable, l'utilisation des engrais organiques, la réalisation des planches surélevées, la réalisation de drains d'évacuation de l'eau, la réalisation de digues de protection, etc.

- 8 806 producteurs maraîchers utilisent sur leur exploitation au moins une des pratiques de gestion des ressources naturelles et du risque climatique.
- le nombre d'exploitants agricoles formés qui ont adopté les pratiques durables de la gestion de la fertilité des sols a augmenté de 9 001 en 2021 à 9 511 en 2022.
- 32,585 t de pesticides obsolètes au Bénin ont été sécurisés et évacués et le site pollué par l'endosulfan de Djassin à Porto-Novo décontaminé.



2.2.2 Priorité stratégique 2 : Renforcement du capital humain

OMS, UNICEF, UNFPA, PNUD, UNAIDS, PAM, OIT, OIM, UNESCO, UNOPS

Les produits devant contribuer à la réalisation de l'Effet 2 sont structurés autour de quatre lignes de services majeures: i) le renforcement des interventions essentielles de qualité pour la santé; ii) la scolarisation, le maintien dans l'éducation de base et les performances des enfants, filles et garçons, de 3 à 17 ans, notamment les plus

marginalisés; iii) la protection contre les abus et les violences et iv) la coordination et le pilotage des systèmes de protection sociale intégrés et des politiques sociales inclusives.

2.2.2.1 Renforcement de l'offre des services de santé

Les Nations Unies ont soutenu en 2022 le renforcement des capacités des structures de santé à offrir des services essentiels de qualité en matière vaccination, la planification familiale, le suivi de la grossesse, l'accouchement, les soins aux nouveau-nés et aux enfants, la promotion de la santé de l'adolescent(e), la prévention et la prise en charge du VIH/SIDA et la lutte contre les maladies. Grâce à l'appui des Nations Unies :

- Treize (13) documents de politique, stratégie et guides ont été élaborés pour la SRMNEAJ et la lutte contre les MT et MNT en général et plus spécifiquement pour les médicaments essentiels et dispositifs médicaux au Bénin, la distribution et l'approvisionnement des produits de santé jusqu'au dernier kilomètre, les statistiques de l'État Civil sensible au genre, la mise en œuvre de la gratuité de la PF, la lutte contre le Noma, les bonnes pratiques de vigilance des produits de santé, le protocole de santé familiale volet femme, la mise en œuvre de la Prophylaxie Pré-Exposition VIH (PrEP) au Bénin, l'avortement sécurisé et la délégation des tâches SRMEAJ.
- Les 10 Zones Sanitaires du Borgou, Alibori et Zou ont été appuyées pour la réalisation du monitoring-Plus ainsi que l'enquête LQAS centrée sur les interventions ANJE pour apprécier la performance des formations sanitaires.

Le Gouvernement dispose de plus en plus de moyens pour améliorer les plateaux techniques des formations sanitaires et lutter contre les épidémies :

- 02 laboratoires P3 (fixes) équipés et 02 plateformes laboratoires et bâtiments connexes sur les sites de Ouidah et Parakou construits et mis à disposition.

Principaux résultats



Contributions aux ODD - Dépenses totales 2022 (37,4 Millions USD)



- 04 Centres de Traitement des Épidémies (Parakou, Abomey, Lokossa, Avrankou) ont été équipés pour renforcer les plateaux médicaux.
- 1 632 personnels de santé (responsables des zones sanitaires et équipes d'intervention rapide, agents de santé et professionnels de laboratoire; et relais communautaires et volontaires de la Croix Rouge) de 12 départements du Bénin) ont bénéficié de renforcement de capacités appuyé par l'OMS pour la réponse à la situation épidémique de cholera et de variole du singe.
- Le Ministère de la Santé dispose de 100 concentrateurs d'oxygène, 60 oxymètres de pouls, 100 manodétendeurs et 190 obus d'oxygène acquis par l'OMS en appui à la riposte et la résilience du système de santé.
- 145 formateurs des relais communautaires ont bénéficié de renforcement de capacités sur la surveillance de la COVID-19 et sur les autres maladies à potentiel épidémique.
- Le taux de planification familial (PF), y compris chez les adolescents a atteint 164% en 2022 contre 56% en 2021.
- 3 073 067 jeunes et adolescents confrontés à des risques émergents aux frontières ont été couverts au total par les services de SRAJ/PF/VBG, y compris les déplacés/retournés des pays voisins en stratégie mobile dans la Zone sanitaire Taguiéta-Cobly-Matéri.
- 81,8% de femmes souffrant de fistules obstétricales (FO) ont été prises en charge en 2022 contre 53% en 2019, soit 81 femmes porteuses opérées.
- Tous les sites de prise en charge des PVVIH et de PTME agréés et appuyés par les Nations Unies en 2022 ont administré les médicaments antirétroviraux, soit



100% en 2022 contre 77% en 2021. Ce qui a contribué à l'améliorer la proportion de PVVIH sous ARV soit, 84% en 2022 contre 75% en 2021.

- 393 755 enfants de 0-11 mois ont été vaccinés au Penta 3 en 2022 contre 393 175 en 2021, suivant l'approche équité dans 30 zones sanitaires, dont celles affectées par le risque sécuritaire dans le département de l'Atacora.
- L'adhésion de la population s'est améliorée et la couverture vaccinale a augmenté de 16,45% en fin 2021 à 35,8% en 2022, avec la campagne de communication intensive intégrée, couplée à l'offre de la vaccination contre COVID-19 et 884 équipes déployées dans le pays, soutenue par l'UNICEF, en partenariat avec GAVI/COVAX, HAC, CDS, KFW, USAID et la France.
- Une politique et programme nationale de Sécurité et Santé au Travail (SST) a été formulée. Dans le cadre du renforcement du système de gestion de santé et sécurité au travail 39 structures sanitaires ont bénéficié de renforcement, grâce à la formation de 60 personnels de santé sur les outils HealthWISE (OIT/OMS 2014) et la liste de contrôle COVID-19 pour les établissements de santé (OIT 2020) à Bohicon et à

Parakou. des Comités de sécurité et santé au travail et des médecins en charge de la surveillance de la santé du personnel des structures sanitaires du pays.

2.2.2.2 La scolarisation, le maintien dans l'éducation de base et les performances des enfants

Les Nations Unies ont renforcé les capacités des institutions scolaires des collectivités locales, les communautés et les APE pour assurer la scolarisation, le maintien dans l'éducation de base et les performances des enfants, filles et garçons, de 3 à 17 ans, notamment les plus marginalisés. Grâce aux appuis des Nations Unies:

- 257 inspecteurs, conseillers pédagogiques et enseignants chevronnés ont assuré l'encadrement pédagogique de 2 558 enseignants et personnels d'encadrement dans l'ensemble des écoles des 85 circonscriptions scolaires des Enseignements Maternel et Primaire. Ce qui a contribué à rendre plus fonctionnel le dispositif d'évaluation des apprentissages de l'éducation de base en place.

- La réforme curriculaire engagée en 2021 par la formation de 2 086 enseignants et directeurs d'écoles de l'Alibori et du Borgou sur l'utilisation des programmes révisés de français et de mathématiques au CP1 s'est poursuivie en 2022.
- La proportion d'écoles primaires publiques qui ont bénéficié de cantines scolaires s'est accrue depuis le début du cycle et a atteint 75% en 2022 contre 52% en 2021. Ainsi près 1 164 273 écoliers dont 46% des filles ont reçu des repas nutritifs.
- 91 % d'Associations de Parents d'Élèves (APE) ont bénéficié des renforcements de capacités dans la gestion des écoles y compris la gestion des cantines scolaires en 2022 contre 52% en 2021. Dans le même cadre, 30 structures étatiques ont également bénéficié en 2022 des renforcements de capacités sur la gestion des cantines scolaires, la planification et la gestion du système de l'éducation.
- En appui au Gouvernement dans la mise en œuvre du programme de riposte à la COVID-19, phase 3 du Partenariat mondial pour l'éducation, 15 journalistes (dont 8 femmes), et locuteurs de 06 radios communautaires ont bénéficié de renforcement de capacités à produire et diffuser des émissions et chroniques via les radios communautaires en français et langue nationale sur la scolarisation des filles. Ces émissions de radio ont convaincu des parents réticents à laisser leurs enfants retourner à l'école.
- 8 024 kits scolaires soit 55% du total des kits distribués par les partenaires du secteur de l'éducation ont été distribués aux élèves des écoles primaires et les filles inscrites en classe de 6ème et 5ème du premier cycle du secondaire.



- Cet appui substantiel a contribué à améliorer l'accès à l'éducation pour ces enfants dans les zones démunies.
- À travers sa campagne «Les filles au premier plan», en partenariat avec Wallonie-Bruxelles International, 11 communes de l'Alibori et du Borgou et 560 établissements scolaires ont été mobilisés sur l'éducation des filles et les violences sexistes, soit plus de 172 300 filles du primaire et 58 000 adolescentes du secondaire touchées. Ce qui a contribué à la création des Comités de surveillance au niveau des villages de ces communes, ainsi qu'au retour des filles à l'école et à la continuité de leur apprentissage.
- 64 722 filles de 10 à 19 ans ont acquis de nouvelles compétences de vie courantes, dont 24,965 qui ont bénéficié de transferts monétaires afin d'encourager les familles à investir dans leur éducation, dans le cadre du Programme Cash Plus Care, mise en œuvre par le Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance, avec le financement des Pays Bas.
- le Document du modèle de référentiel intégré

pour la mise en synergie de l'alphabétisation et la formation professionnelle de l'EFTP en lien avec le numérique a été élaboré et les curricula dans les métiers de technicien en Menuiserie Aluminium Verre et autres Matériaux (MAVAM) et en Revêtement de tout genre développés.

- 15 652 (dont 999 filles et 632 avec handicap) affectés ont bénéficié de services intégrés de santé/ justice/et/ou accompagnement social. La mise en œuvre du paquet minimum d'intervention à l'échelle nationale par les 85 centres de promotion sociale (CPS), renforcée par la stratégie d'identification/référencement accéléré des enfants par les mécanismes communautaires accompagnés d'ONG partenaires, a permis de dépasser significativement la cible fixée. De cet effectif, 1 462 survivants de VS (1 284 filles) et 622 mineurs face à la justice ont reçu une protection judiciaire sensible aux enfants. Malgré une baisse de 3% de prévalence, environ neuf enfants béninois de 1-14 ans sur dix (88%) continuent à subir des disciplines violentes.

- Par ailleurs, les Nations Unies ont contribué au renforcement du dialogue politique dans le secteur de l'éducation à travers l'organisation du Forum national pour l'accélération de l'éducation des filles et les échanges trimestriels avec les Ministres en charge de l'éducation. Ce qui a permis d'assurer le renforcement des synergies des acteurs de l'éducation en faveur de l'éducation des filles, l'amélioration de l'accès au numérique dans les écoles et l'introduction de l'éducation à la paix dans les écoles et au niveau des communautés à partir de 2023, résultant d'un engagement accru pour la transformation de l'éducation.

2.2.2.3 Protection contre les abus et la violence

Dans le domaine de la protection et de la lutte contre les abus, les capacités des institutions nationales, locales et les acteurs de la société civile ont été renforcés pour mettre en œuvre les lois et politiques en matière de droits humains, faciliter l'abandon des normes sociales préjudiciables aux groupes vulnérables, l'autonomisation et la participation à la prise de décision, l'identification,

l'identification, la dénonciation et le référencement des cas de violences, abus et exploitation et fournir des services de prévention et de réponse, au profit des femmes, des enfants, des adolescent(e)s et des personnes vulnérables. Les principaux résultats se résument comme suit :

- Le cadre politique s'est renforcé par l'actualisation du plan d'action budgétisé 2021-2025 de la PNPE. Grâce à ses actions de renforcement de capacités et de plaidoyer pour la mobilisation de ressources sensibles aux enfants, le budget de l'État accordé à la protection sociale a augmenté de 2% (2019) à 5,8% (2022).
- Grâce aux appuis du SNU, le cadre d'accélération de la lutte contre le travail des enfants et la protection des enfants en situation humanitaire (PESH) se renforce : un plan national et trois plans départementaux ont été élaborés en réponse à la menace sécuritaire et quatre (04) mécanismes de coordination créés dans l'Alibori et l'Atacora fonctionnent dans une synergie d'actions pour la prévention et la prise en charge des enfants victimes.





- 27 communes y compris 04 de l'Atacora disposent d'un système d'alerte précoce et de prévention des cas de violence, abus et exploitation des enfants avec la mise en place continue de comités de veille villageois (CVV) fonctionnels et la formation de 9,191 membres (2 697 femmes) de 313 CVV sur les compétences-clés en PE. Ce qui a fait qu'il existe dès lors une meilleure synergie avec les acteurs institutionnels et une augmentation des signalements même dans les villages les plus reculés ou affectés par la menace sécuritaire.
- Au total, 18 829 acteurs des communes ciblées ont été renforcés en 2022 en matière de promotion et de protection des droits humains et de lutte contre l'exploitation, les abus et les violences y compris les VBG, contre 5 831 en 2021.
- 377 022 enfants (202 002 filles et 1 810 enfants handicapés) victimes de violences, privés de famille, séparés de leurs parents et incarcérés dans le contexte de la menace sécuritaire, ont reçu du soutien psychosocial à travers diverses interventions de prévention et de réponse.
- Au total, 1 506 survivantes de violence ont bénéficié des services sociaux de prise en charge avec l'appui des Nations Unies.
- 28 représentants du gouvernement, des organisations syndicales, des organisations patronales, et des experts ont eu une compréhension commune des défis que posent aux travailleurs/euses la problématique de la violence et du harcèlement dans le monde du travail au Bénin. La connaissance du phénomène de violence et harcèlement dans le monde du travail et la promotion de la Convention n°190 et la Recommandation n°206 de l'OIT sur la violence et le harcèlement sur les lieux de travail ont été renforcées.
- 78 producteurs/trices et 7 agents de l'ATDA 7 ont bénéficié une sensibilisation sur la prévention des risques environnementaux et sur leurs droits et obligations de remonter les plaintes relatives aux impacts

Sur la prévention des risques environnementaux et sur leurs droits et obligations de remonter les plaintes relatives aux impacts environnementaux et sociaux négatifs dans la commune de Dangbo.

2.2.2.4 Hygiène et assainissement de base

Dans le domaine de l'hygiène, les Nations Unies ont appuyé le renforcement des capacités des institutions publiques et locales pour amener les communautés notamment les plus vulnérables à adopter des comportements favorables à l'élimination de la défécation à l'air libre et au lavage des mains à l'eau et au savon. Ces appuis ont permis les principaux résultats ci-après :

- Toutes les personnes affectées par l'épidémie de choléra et les inondations et ciblées ont bénéficié de la fourniture de service Eau Hygiène et Assainissement (EHA).
- La promotion de la pratique du lavage des mains comme geste barrière contre la COVID-19 et le choléra, s'est poursuivie et a permis à 115 766 personnes d'avoir accès à des services d'hygiène de base, grâce à l'installation et à l'utilisation de 19630 dispositifs de lavage des mains (DLM). Plus de 650,000 personnes (pour 450 000 ciblées) ont eu accès à de l'eau de qualité grâce au traitement systématique des puits et la distribution de comprimés d'aquatabs.

2.2.2.5 Coordination et pilotage des systèmes de protection sociale intégrés et des politiques sociales inclusives

Dans le domaine de la coordination et le pilotage des systèmes de protection sociale, les Nations Unies ont appuyé le renforcement des capacités des acteurs aux niveaux national et local pour la conception, la coordination et le pilotage des systèmes de protection sociale intégrés et des politiques sociales inclusives. Plus spécifiquement :

- les politiques de transfert monétaire ont été menées par les Nations Unies à travers le projet Cash plus Care pour mettre fin aux mariages des enfants avec une extension à 6 nouvelles communes (Banikoara, Karimama, Malanville, Ségbana, Gogounou et Nikki). Au total, 24 965 filles ont bénéficié de 15 000 Fcfa de transferts monétaires.
- au cours de l'année 2022, le document de la Politique Holistique de Protection Sociale a été revu pour son actualisation en 2023, en ligne avec le PAG 2.
- En collaboration avec la Banque Mondiale, la mise en œuvre des mesures d'accompagnement comportementales du projet ACCESS à travers le partenariat avec l'ONG Action Communautaire pour le Développement Durable (ACDD) a permis aux ménages bénéficiaires d'adopter des comportements favorables à la survie, à l'éducation et à la protection de l'enfant.

2.2.3 Priorité stratégique 3 : Consolidation de la démocratie, de l'État de droit et promotion de la bonne gouvernance

Agences contributrices : **PNUD, UNICEF, OIM, OIT, UNODC, CHDH**

L'offre de services pour atteindre ce résultat est structurée autour de cinq lignes de services majeures:

- i. la participation de tous aux processus démocratiques y compris la gestion et l'organisation des élections. ;
- ii. l'accès équitable à des services judiciaires adéquats et conformes aux normes de protection des droits humains,
- iii. la poursuite des réformes administratives, économiques et institutionnelles et la reddition des comptes,
- iv. le renforcement du processus de planification, de programmation, de budgétisation, de suivi et d'évaluation des politiques et stratégies publiques intégrant l'Agenda 2030 et ses ODD ;
- v. la gestion pacifique des conflits et la prévention contre l'extrémisme violent.

Principaux résultats



Contributions à l'ODD 16 - Dépenses totales 2022 (3,2 millions USD)

2.2.3.1 Participation de tous aux processus démocratiques y compris la gestion et l'organisation des élections

Dans le cadre de la consolidation de la démocratie, les Nations Unies ont appuyé les institutions nationales notamment la CENA, l'Assemblée nationale à jouer pleinement leur rôle. Par ailleurs, la participation des femmes aux processus démocratiques a été soutenue par les Nations Unies. Plus spécifiquement :

- les organes nationaux de gestion des élections, les acteurs de la société civile et les partis politiques ont été sensibilisés à promouvoir l'égalité des sexes et renforcer la participation des femmes aux instances de prise de décision. Ce qui a contribué à l'augmentation de la proportion de femmes positionnées sur les listes des candidats aux élections législatives, communales et locales de 9,43 en 2020 à 27,98% en 2022.
- l'Assemblée Nationale a été appuyée pour la mise en place d'un système de gestion physique et électronique des dossiers individuels des Députés. Par ailleurs, pour renforcer son rôle de contrôle de l'action gouvernementale, l'Assemblée nationale a été appuyée pour l'élaboration des recueils des projets d'investissement public inscrits au budget de l'État et des recommandations formulées par les Députés au Gouvernement lors de l'examen de la loi de finances 2022.
- une (01) plateforme (<http://systeme-hybride.fpbenin.net>) de collecte et de traitement des données sur le genre dans l'administration publique béninoise a été mise en place au Ministère du Travail et

de la Fonction Publique pour renseigner en temps réel, l'indicateur « proportion de femmes occupant des postes de responsabilité dans la fonction publique ».

- 82 Magistrates et Officiers de Police Judiciaire ont été formés pour l'appropriation de la loi 2021-11 du 20 décembre 2021, portant Répression des infractions commises à raison des sexes des personnes et de la protection des Femmes, en République du Bénin.
- Les Députés et cadres parlementaires ont été formés sur le contrôle et l'évaluation de l'action publique au moyen de la fiche d'évaluation citoyenne.

2.2.3.2 Accès équitable aux services judiciaires

Dans le cadre du renforcement de l'accès équitable aux services judiciaires adéquats et conformes aux normes de protection des droits humains, grâce aux appuis des Nations Unies :

- les 2^{ème} rapports périodiques de la CADBE et l'EPU, ainsi que le rapport sur l'application de la Convention n° 182 sur les pires formes de travail des enfants ont été élaborés et soumis dans le délai, faisant ainsi passer le nombre de rapports pays et alternatifs soumis dans les délais de 04 en 2021 à 07 en 2022.
- 04 frontières sur 18 sont désormais dotées de systèmes de collecte de données depuis le début du cycle facilitant ainsi un accès équitable des personnes vulnérables à des services judiciaires.

- 04 frontières sur 18 sont désormais dotées de systèmes de collecte de données depuis le début du cycle facilitant ainsi un accès équitable des personnes vulnérables à des services judiciaires.
- la qualité et des recours efficaces auprès des institutions de gouvernance nationale et internationale.
- Le Ministère de la Justice a actualisé le code de procédure pénale, élaboré et vulgarisé six (06) guides concernant le juge foncier, les prestations administratives et judiciaires, le fonctionnement des Tribunaux de conciliation au Bénin, la gestion des scellés, les fonctions des acteurs de ces juridictions, la mise en œuvre de l'entraide judiciaire internationale et l'harmonisation des pratiques sur l'exécution de la contrainte par corps.
- En matière d'application des conventions internationales du travail, le renforcement des capacités des cadres en charge de l'élaboration des rapports a permis au Bénin d'être à jour dans la soumission de son rapport sur l'application de la Convention n° 182 sur le travail des enfants dans le délai prévu, soit avant le 1^{er} septembre 2022.

2.2.3.3 Appui aux réformes administratives, économiques et institutionnelles

Dans le cadre de la mise en œuvre des réformes administratives et institutionnelles, les appuis des Nations Unies ont permis de renforcer la e-gouvernance et de promouvoir la participation citoyenne et la reddition des comptes. Plus spécifiquement :

- le nombre de plateformes pour les services publics développés avec l'appui des Nations Unies est passé de 13 en 2021 à 15 en 2022.
- 19 centres communaux de services publics ont été mis en place et sont opérationnels: Adjohoun, Ouidah, Aplahoué, Pobè, Allada, Djidja, Dassa-Zoumè, Bassila, Djougou, Péhunco, Tanguiéta, Bembèrèkè, Kandi, Malanville, Nikki, Ouèssè, Covè, Adjarra et Sèmè.
- la Direction Départementale du Travail et de la Fonction Publique de l'Atacora a été dotée d'un guichet SRU (Service des Relations avec les Usagers) ;
- Une stratégie de développement et de modernisation du système d'administration du travail a été lancée en juillet 2022, avec l'appui technique de l'OIT suite à une étude diagnostique du système d'administration du travail. Les capacités d'une cinquantaine de cadres du système de l'administration du travail ont été renforcées en leadership et gestion du changement.
- 10 communes (Banikoara, Bohicon, Parakou, Malanville, N'Dali, Nikki, Sinéndé, Kalalé, Za-Kpota, Zogbodomey) disposent d'un mécanisme de participation de la société civile au processus budgétaire et de reddition de comptes.

À travers l'ONUDC, les appuis des Nations Unies ont permis de renforcer des capacités du pays sur la lutte contre la radicalisation et le renseignement pénitentiaire, dans la sécurisation de l'internet, l'intégration de diverses considérations de genre et sur le rôle de la jeunesse dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme, l'application du droit maritime au Bénin, l'alignement des systèmes d'information et de surveillance des drogues de ces pays sur le cadre mondial de surveillance des drogues, la détection des documents frauduleux (faux passeports ou passeports volés) et sur l'analyse du renseignement criminel.

2.2.3.4 Appui au processus de planification, de programmation, de budgétisation, de suivi et d'évaluation des politiques

Les appuis des Nations Unies au processus de Planification, de Programmation, de Budgétisation, de suivi et d'évaluation des politiques (PPBS) et intégrant les ODD et l'Agenda 2063 ont été renforcés au cours de l'année 2022 sur la mise en place des outils de suivi des ODD, la mise en œuvre efficacement des réformes du cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA. Plus spécifiquement, grâce à l'appui des Nations Unies :

- Le processus de l'actualisation de la vision de développement à long terme du Bénin a été engagé.
- L'évaluation finale des Plans de Développement Communaux (PDC) de 3ème génération et l'élaboration des PDC de 4ème génération des communes de l'Alibori, du Borgou et du Zou, ont été soutenues.

- 03 nouvelles communes disposent en 2022 d'une base de données et de tableaux de bord social, augmentant le nombre de nouvelles communes disposant d'une base de données et de tableaux de bord social de 23 en 2021 à 26 en 2022.
- Les outils de suivi de l'Agenda 2030 et de l'Agenda 2063 (SI-ODD, Plateforme de mesure de la sensibilité des PTA aux ODD, IPRT, MRS), ont été mis en place.
- L'élaboration des différents rapports locaux volontaires sur les ODD a été soutenue.
- 10 communes ont augmenté la part de leurs dépenses consacrées aux secteurs sociaux.
- Les appuis de l'UNICEF, en collaboration avec les OSC, ont permis de renforcer l'opérationnalisation du mécanisme de participation des citoyens au processus budgétaire et de redevabilité à travers la mise en place du Budget Participatif et l'initiative «Commune Amie des Enfants». Les appuis et plaidoyers au renforcement du système de gestion des finances publiques ont contribué à l'augmentation de la proportion des dépenses publiques totales affectée aux services essentiels (Éducation, Santé, Développement social) de 41% en 2021 à 43,8% en 2022.

Les appuis de l'Equipe Pays ont contribué à la mise en œuvre efficace des réformes du cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA : le niveau a augmenté et est passé de 91,15% en 2021 à 93,26% en 2022.

2.2.3.5 Gestion pacifique des conflits et prévention contre l'extrémisme violent

Les actions engagées par les Nations Unies dans le cadre de la prévention des conflits et la lutte contre l'extrémisme violent ont été intensifiées au cours de l'année 2022 en lien avec l'évolution de la situation sécuritaire dans la partie septentrionale du pays. Les principaux résultats enregistrés au cours de l'année 2022 se résument comme suit :

- trente-cinq (35) membres des cinq (5) Systèmes Locaux d'Alerte Précoce à Matéri, Cobly, Boukoubé, Tanguéta et Natitingou mis en place avec l'appui de l'OIM, ont été formés sur différentes thématiques telles que l'identification des risques et menaces, le réflexe sécuritaire, la police de proximité.
- Une étude sur la perception des communautés frontalières sur la sécurité a été réalisée avec l'appui de l'OIM au niveau de 10 communes dans le but de caractériser la perception des communautés sur les risques et menaces sécuritaires et de mettre en évidence les défis auxquels elles sont confrontées.
- Le commissariat frontalier de Tchikandou

au Nord du Bénin, à la frontière avec le Nigéria a été rénové et entièrement équipé incluant un forage, un système d'énergie solaire et le poste frontalier de Ouaké entièrement reconstruit et équipé. Les agents en fonction aux commissariats frontaliers de Tchikandou, Porga et Ouaké ont ensuite bénéficié des équipements de patrouille et de moyens roulants (Véhicule tout terrain, motos et casques, radios VHF, détecteurs de métaux, appareils photos etc.) mis à disposition par l'OIM pour renforcer le dispositif sécuritaire.

- Un système de collecte, de gestion et d'analyse des flux migratoires, MIDAS, a été installé à Tchikandou et Ouaké grâce à l'appui de l'OIM en soutien à la numérisation de la gestion des données migratoires. Dans ce cadre, le service des frontières à Cotonou a bénéficié d'une salle aménagée et équipée d'outils informatiques et du système MIDAS. Au total 101 agents dont 02 femmes, ont reçu une formation avancée sur l'utilisation de MIDAS.



2.2.4 Mise en œuvre du principe « Ne laisser personne de côté »

Les Nations Unies ont renforcé leur action en faveur des personnes identifiées comme laissées de côté. Au cours de l'année 2022, les actions menées à travers le PNUAD à l'endroit des personnes vulnérables ont porté sur les appuis au renforcement de capacités pour le respect des droits de ces personnes. Ces actions visent à garantir une solidarité à ces personnes, à prendre

des mesures d'accompagnement et des solutions de compensation ou l'attribution d'allocations spécifiques, à favoriser l'autonomie de ceux qui peuvent s'intégrer dans le milieu de vie ordinaire, notamment en éliminant ou diminuant les obstacles qui contrarient cette autonomie, en valorisant les potentialités de ces personnes.

Personnes vivant avec un handicap

- 1 810 enfants vivant avec handicap ont bénéficié des services de prise en charge divers notamment, d'appui psychosocial, des consultations, des soins, des appareillages et des chirurgies.
- Cent (100) volontaires dont 43 femmes ont été formés sur les stratégies RBC.
- 50 assemblées villageoises dans 50 villages ont été organisées à des fins de sensibilisation et d'identification des enfants vivant avec le handicap avec la participation de 2 633 personnes dont 1 652 femmes.
- des matériels ont été acquis pour l'extension de la RBC dans 10 nouveaux arrondissements dans le département du Zou.
- 20 séances de sensibilisations ont été réalisées dans différentes localités des communes de Malanville, Kandi, Banikoara, Bembèrèkè, N'Dali, Nikki et Kalalé et 3 603 membres des communautés/familles dont 1 935 femmes ont reçu les connaissances permettant de prévenir, de faire le recours précoce aux structures de prise en charge et faciliter l'inclusion des enfants vivant avec handicap.
- Les capacités des centres spécialisés de formation des personnes vivant avec un handicap visuel et auditif ont été renforcées à travers des supports (transcription de la Convention des Nations Unies relative aux Droits des Personnes Handicapées - CDPH et de la Loi nationale en écriture Braille et en langue des signes); des matériels et équipements informatiques pour faciliter la vulgarisation des différents documents de protection des droits des personnes vivant avec un handicap et leur accès à l'information et pour renforcer les activités de terrain des organisations des personnes vivant avec le handicap auditif et visuel situées dans plusieurs communes du Bénin.
- 275 prestataires (agents de santé, CPS et les membres des associations PH) ont été formés sur la réduction des biais des prestataires sur l'offre des services de SSRAJ/PF inclusif et SSR/AM ACRH y compris les soins pré conceptionnels au profit des Personnes Handicapées et des Personnes à Risque de Vulnérabilité.

Personnes pauvres vivant avec le VIH et populations clés en 2022

Les actions menées en leur faveur a consisté en :

- l'appui au réseau d'organisations LGBTQ (BESYP) à l'organisation en novembre 2022 de la semaine internationale du dépistage. À cette occasion : (i) 451 personnes dont 375 hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes (HSH) et 76 Transgenres (TG) ont été dépistés au VIH et 6 étaient positifs ; (ii) 24 personnes ont été dépistées à l'Hépatite B et tous étaient négatifs.
- le renforcement des capacités de 30 Personnes Vivant avec le VIH (PVVIH) responsables des associations sur l'estime de soi afin que ce renforcement soit relayé au sein de leurs associations respectives en août.
- l'appui au Réseau Béninois des Associations de PVVIH (REBAP+) pour le renforcement de capacités des adolescents et jeunes PVVIH de l'ABEJEP+ sur le sécurisexe, les violences sexospécifiques basées sur le genre et le rapportage.
- le soutien financier d'un montant symbolique de 20 000 FCFA à 118 OEV filles contexte VIH dans les 12 départements du pays, élèves au second cycle du secondaire pour les aider à achever leur cursus secondaire dans le cadre de l'initiative Éducation Plus.
- l'évaluation de la protection sociale sensible au VIH avec la mise à disposition de deux consultants (1 international et un national).
- l'étude sur les déterminants du faible taux de dépistage du VIH chez les hommes et du non partage du statut sérologique VIH des femmes reçues en CPN avec leurs conjoints.

Enfants en détresse

- 15 652 enfants, dont 8 999 filles et 632 enfants vivant avec un handicap, ont bénéficié de services intégrés de prise en charge.
- 1 882 enfants étaient affectés par la menace sécuritaire, dont 865 déplacés internes et réfugiés en provenance du Burkina Faso et 11 enfants non accompagnés ou séparés de leurs parents.
- 382 251 enfants, dont 205 567 filles et 1 810 enfants avec handicap, ont reçu un soutien psychosocial adéquat.

Personnes réfugiées et déplacées

- Pour assurer la continuité des services de santé et de nutrition, des équipements et des kits médicaux pour les 1 445 personnes réfugiées/déplacées ont été pré-positionnés. Des intrants nutritionnels ont également pu être livrés dans les centres de santé pour le traitement de 1 315 enfants souffrant de malnutrition sévère aigue.
- Le HCR a apporté un appui au Gouvernement pour la gestion des déplacés Burkinabè au Bénin.



2.3 Appui aux Partenariats et Financement de l'Agenda 2030

Les Nations Unies ont poursuivi leurs actions pour le renforcement du Cadre National Intégré du Financement du Développement (CNFI). Au cours de l'année 2022, les Nations Unies ont appuyé la Stratégie Nationale du Financement du Développement en complément aux actions déjà engagées notamment l'élaboration du DFA et la stratégie de mobilisation des ressources en faveur des ODD.

Au niveau de l'Équipe Pays, les partenariats ont été renforcés pour la mobilisation des ressources dans le cadre de la mise en œuvre du cadre de coopération. Dans le cadre de la Coopération triangulaire, les Agences, Fonds et Programmes des Nations ont bénéficié au cours de l'année 2022 de l'appui de plusieurs partenaires traditionnels au niveau local, pour accompagner le Gouvernement dans l'accélération des progrès vers les ODD.

Plus spécifiquement, les partenariats existants avec l'UE, les coopérations américaine, belge, allemande, néerlandaise, française, canadienne, suisse, japonaise se sont poursuivis. D'autres partenariats ont été noués notamment dans les domaines du renforcement de la cohésion sociale et de la résilience des communautés à la base et la prise en compte des changements climatiques dans les politiques et stratégies.

Par ailleurs le partenariat avec les banques et les institutions de microfinance a été renforcé dans le cadre du financement des Toutes Petites et Moyennes Entreprises (TPME). Les actions de plaidoyer pour le renforcement de la contribution du secteur privé à la mise en œuvre des ODD se sont poursuivies au cours de l'année 2022.



2.4 Résultats de l'ONU travaillant plus et mieux ensemble : cohérence, efficacité et efficience de l'ONU

Sous le leadership du Coordonnateur Résident, l'Équipe Pays des Nations Unies a continué de travailler avec le Gouvernement du Bénin, les partenaires de développement et les parties prenantes pour soutenir la mise en œuvre d'une politique de qualité et sa mise en œuvre. En 2022, toutes les Agences, Fonds et Programmes des Nations Unies au Bénin ont poursuivi leurs efforts conjoints pour obtenir des résultats cohérents, rationaliser les interventions, renforcer la responsabilisation, mettre en commun leurs forces sur les opérations et renforcer le plaidoyer et la communication conjointe.

L'élaboration du Cadre de Coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF) 2023-2026 a renforcé la collaboration entre le Gouvernement du Bénin et les Nations Unies sur la base d'une

démarche inclusive orientée sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Elle a impliqué à toutes ses étapes, toutes les parties prenantes au processus de développement du Bénin notamment les Agences, Fonds et Programmes du Système des Nations Unies (SNU), les structures gouvernementales, les élus locaux, les acteurs de la société civile et du secteur privé, les partenaires sociaux et les personnes identifiées comme laissées pour compte. Le CC 2023-2026 est bâti à partir des recommandations issues du Bilan Commun Pays (BCP), de l'évaluation du Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (PNUAD 2019-2023), des résultats des Rapports Nationaux Volontaires (VNR) de mise en œuvre des ODD, des différentes revues de programmes et des résultats des différentes concertations menées par l'Équipe Pays.



2.5. Évaluations, leçons apprises et perspectives

En prélude à l'élaboration du Plan Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable, une évaluation indépendante du PNUAD 2019- 2023 sur la période 2019-2021 a été conduite. Elle a révélé que les orientations stratégiques du PNUAD étaient pertinentes et adaptables aux défis de développement évolutifs du Bénin. Le PNUAD 2019-2023 présente globalement une cohérence satisfaisante et sa mise en œuvre affiche une performance et une efficience assez élevées qui ont permis de rationaliser les ressources, avec une appropriation nationale et une durabilité favorisée par l'exécution nationale. Il y ressort également que les thématiques transversales et principes de programmation des Nations Unies ont été mis en exergue.

Par ailleurs, les leçons apprises de l'évaluation et de l'actualisation du Bilan Commun Pays révèlent que les actions doivent viser i) la prise en compte de

l'accès au numérique comme un besoin social de base, et devait être traitée sous les principes de l'inclusion et du « ne laisser personne de côté » ; ii) la promotion des sources de croissance susceptibles d'augmenter la productivité du travail et de créer des emplois de qualité pour sa main-d'œuvre, en particulier pour les jeunes et les femmes est indispensable pour assurer la transformation structurelle de l'économie ; iii) la poursuite de la mise en œuvre des réformes engagées dans les secteurs sociaux est indispensable à l'atteinte des résultats de développement attendus du PNUAD, iv) le renforcement des interventions dans les zones frontalières, les actions de prévention de l'Extrémisme violent devront être renforcées pour assurer la cohésion sociale.



2.6 Aperçu financier et mobilisation des ressources

Au cours de l'année 2022, l'Équipe Pays a disposé d'un montant total de 84 392 255 USD pour la mise en œuvre du PNUAD 2019-2023. Le montant total des dépenses effectuées en 2022 s'élève à 62 953 178 USD, soit un taux d'exécution financière de 75%. Les

taux d'exécution au niveau de chaque effet s'établissent à 66% (Effet 1), 79% (Effet 2) et 59% (Effet 3). Le tableau ci-après présente le point financier de la mise en œuvre du PNUAD en 2022.

Priorités stratégiques	Ressources requises (en US \$)	Ressources disponibles (en US \$)	Dépenses (en US \$)	Taux d'exécution financière (en %)
PS1 Promotion de croissance économique inclusive et forte	29 078 099	18 122 226	11 922 104	66%
PS2 Renforcement du Capital Humain	59 563 856	59 124 770	46 827 776	79%
PS3 Consolidation de la démocratie, de l'état de droit et la promotion de la bonne gouvernance	7 928 754	7 145 259	4 209 298	59%
PNUAD 2022	97 141 309	84 392 255	62 953 178	75%

Source : Calcul à partir des extraits de UNINFO

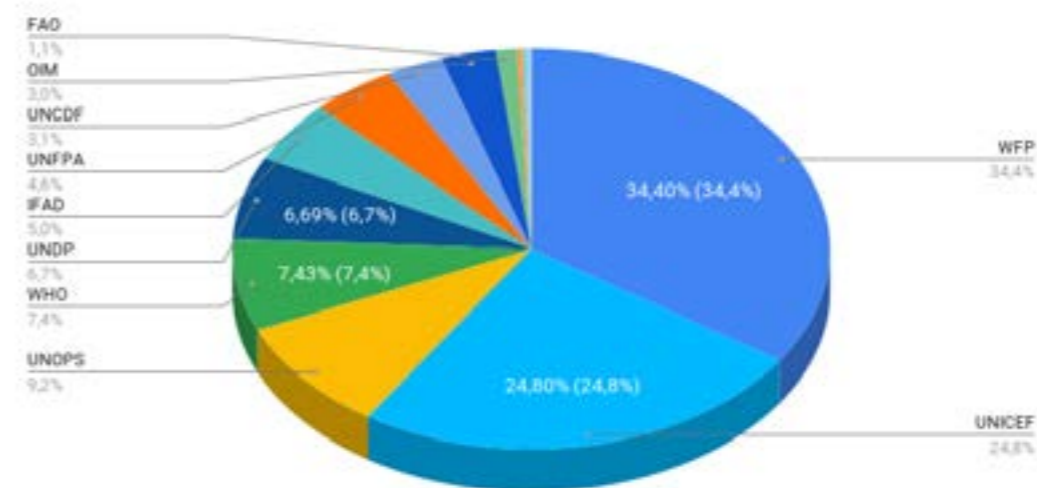
Le point financier par Agences, Fonds et Programme montre que la plus grande part des dépenses est attribuée aux cinq (05) agences **PAM, UNICEF, UNOPS, OMS et PNUD** et orientées principalement vers les **ODD 4 ; 3 ; 2 ; 8 et 16**.

Point financier 2022 par Agence, Fonds et Programme

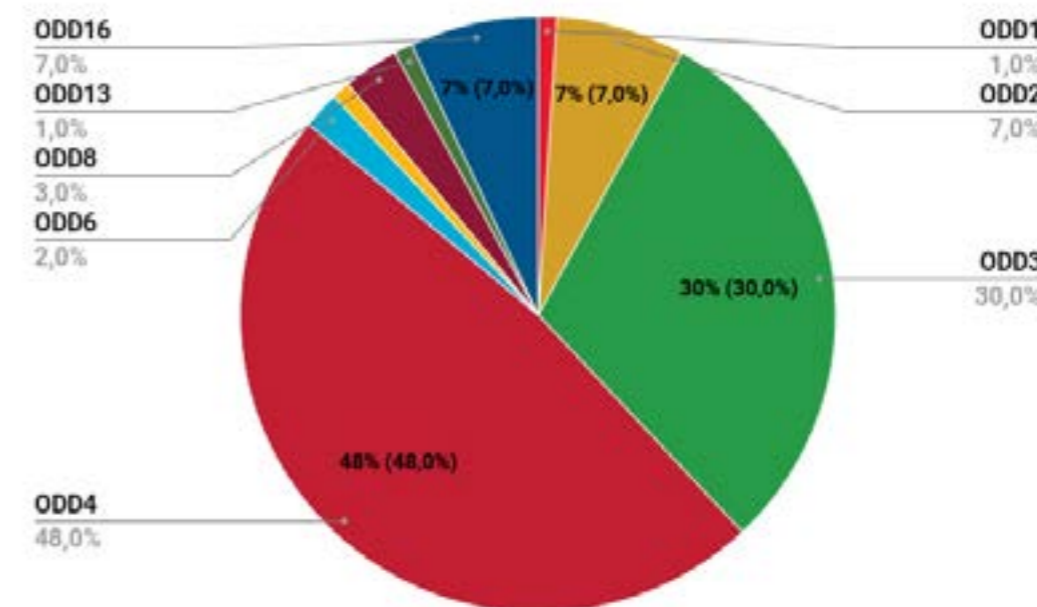
Agences	Ressources disponibles 2022	Dépenses 2022	Taux d'Exécution Financière	%Dépenses totales
WFP	23 857 968	21 652 980	91%	34,40%
UNICEF	17 447 378	15 613 803	89%	24,80%
UNOPS	12 862 962	5 778 930	45%	9,18%
WHO	4 785 832	4 675 832	98%	7,43%
UNDP	9 478 040	4 209 757	44%	6,69%
B-AID	3 414 296	3 130 387	92%	4,99%
UNFPA	3 467 521	2 880 603	83%	4,58%
UNCDF	2 864 799	1 937 997	68%	3,08%
OMI	1 867 831	1 867 831	100%	2,97%
FAO	1 030 314	700 314	68%	1,11%
ILO	246 271	185 981	76%	0,30%
UNAIDS	252 928	176 193	70%	0,28%
UNESCO	2 274 000	139 600	6%	0,21%
UNEP	302 800	-	0%	0,00%
UNHCR	158 755	-	0%	0,00%
Total PNUAD	84 392 255	62 953 178	75%	100%

Source : Calcul à partir des extraits de UNINFO

Proportion des dépenses totales par Agence, Fonds et Programme



Source : Construit à partir des extraits de UNINFO



Source : Construit à partir des extraits de UNINFO



CHAPITRE 03

OBJECTIF CLÉ
DE L'ÉQUIPE PAYS DES NATIONS
UNIES POUR L'ANNÉE 2023



CHAPITRE 3 : OBJECTIF CLÉ DE L'ÉQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES POUR L'ANNÉE 2023



L'année 2023 constitue la première année de mise en œuvre du Plan Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable 2023-2026. Les résultats attendus sont structurés autour de trois priorités majeures. Il s'agit notamment de : i) Assurer la transformation structurelle de l'économie et la résilience aux chocs ; ii) Assurer l'accès équitable, inclusif et de qualité aux services sociaux de base et à la protection sociale ; iii) Consolider la démocratie, la bonne gouvernance et la cohésion sociale. Ces priorités intègrent les défis de développement émergents tels que la sécurité, mais aussi des chocs climatiques et économiques qui pourraient contrarier le rythme d'accélération des progrès sur les ODD. Ainsi le Plan Cadre de Coopération contribuera à apporter des solutions innovantes à la mise en place de cadre macroéconomique résilient aux chocs et la poursuite des réformes institutionnelles, structurelles et sectorielles visant l'accélération de la transformation structurelle de l'économie. Le CC soutiendra également les efforts du Gouvernement dans la mise en place des systèmes résilients assurant l'accès équitable, inclusif aux services sociaux de base, à la protection sociale, la consolidation de la démocratie, et la cohésion sociale.

S'agissant de la cohésion sociale et de la sécurité, les Nations Unies envisagent mettre en place deux programmes conjoints en lien avec le nouveau Plan Cadre de Coopération qui constitue l'offre des Nations Unies face au contexte sécuritaire de plus en plus inquiétant. Cette offre stratégique de Nations Unies s'inscrit dans l'approche

civile que le Gouvernement a adoptée pour faire face à la menace sécuritaire au Bénin. Ce programme conjoint adressera les questions de résilience, la problématique de la jeunesse mais aussi les mesures de prévention et de préparation à la réponse.

Étant dépendante du financement des partenaires et dans un environnement de donateurs contractuels, l'ONU préparera un accord de financement et une stratégie de mobilisation des ressources de l'UNSDCF 2023 - 2026 pour améliorer les efforts conjoints de mobilisation des ressources et les opportunités de collaboration.

En 2023, l'équipe de pays des Nations Unies poursuivra la mise en œuvre de sa stratégie d'opérations commerciales, en promouvant les opérations commerciales communes, l'équilibre entre les sexes dans le personnel et l'inclusion des personnes handicapées, ainsi que son plan de prévention de l'exploitation et des abus sexuels.

Crédits photos :

Page de couverture : Ahouansori Agué, s'est rendue à Toyoyomè, grâce à la barque motorisée offerte par l'UNICEF, avec l'appui de la KFW/©UNICEF/2022/Hippolyte Djiwan

P.2. : Dépistage démedicalisé du VIH par les populations clés/©ONUSIDA/2022/DR

P.3. : Des enfants arrosent les plants d'amarante qu'ils ont planté dans le jardin de leur école à Bembèrèkè/©UNICEF/2022/Folly

P.4. : Grenier de maïs d'un paysan à Kalalé/©ONU Bénin /2022/Yézaël Adoukonou

P.7. : Vue aérienne de deux femmes rurales dans leur Champ de riz à Glazoué/©FAO/2022/Wilfried Gnanvi

P.8. : Euloge Kladjahou, jeune entrepreneur cuniculteur à Bohicon fait partie des 775 jeunes et femmes entrepreneurs bénéficiaires du PDAB/© PNUD Bénin/2022/Roger Attemba

P.9. : Étang piscicole/©PAM/2022/Makeba Tchiboza

P.12. : Sustainable Development for a better world. Illustration, Adobestock

P.12. : Clarisse explique au Coordonnateur résident Salvator Niyonzima comment elle prend soin de ses volailles /©ONU Bénin/2022/Yézaël Adoukonou/

P.13. : Mne Anne Owa a participé à une formation promouvant l'entreprenariat et l'inclusion numérique des populations vulnérables à Boukounmbé, au Bénin/©FENU et PNUD/2022/Yézaël Adoukonou

P.14. : Distribution générale de vivres aux populations sinistrées de Malanville grâce au projet RECOBA financé par la Coopération Suisse/©PAM/2022/Makeba Tchiboza

P.14. : Mme Corinne Gnonhoué transportant quelques plants pour le reboisement de la forêt sacrée de Tanhounzoun/© PNUD/2022/Elsie Assogba

P.15. : La mini centrales solaire photovoltaïque de Gnassata à Abomey mis en place par PANA Energie, fournit des services énergétiques aux populations/©PNUD Bénin/Roger Attemba

P.15. : Mise en expérimentation du réchaud à cuisson 'Nanfi ', sobre en carbone, très économique et utilisant des biocombustibles, promu par PANA Energie/© PNUD Bénin/Roger Attemba

P.16. : ODDs, Adobestock

P.17. : Les agents de santé reçoivent une formation sur l'utilisation des équipements installés dans le laboratoire fixe de Parakou/©UNOPS/2022/DR

P.18. : Le Directeur Exécutif de PAM, David Beasley, dans le réfectoire de l'EPP Fingninkanmè (commune de Dogbo) lors de sa visite au Bénin/©PAM/2022/Makeba Tchiboza

P.18. : Des élèves engagés pour la protection des droits de l'enfant sont mobilisés contre les violences faites aux enfants/©UNICEF Benin/2022/Yannick Folly

P.19. : Photo de famille de quelques personnalités locales au cours des 16 jours d'activisme, ©UNFPA/2022/Nadine Azifan

P.20. : ODDs/©Manbo-photo, Adobestock

P.22. : Le Chef du quartier de Nima jouant le rôle du Chef de la communauté d'accueil des déplacés durant le SIMEX/©OIM/2022/DR

P.23. : Des enfants posent ensemble, chez eux, dans le village de Beroubouay/©UNICEF/2021/Folly

P.24. : Son Excellence la Vice-Présidente du Bénin, Mariam Chabi TALATA, reçoit les lettres de plaidoyer des enfants et U-Reporters/©UNICEF/2022/Folly

P.24. : Une enfant se lave les mains en utilisant un « tippy tap » à l'École Primaire Publique du village de Kongou/©UNICEF/2022/Folly

P.25. : Des enfants arrosent les plants d'amarante qu'ils ont planté dans le jardin de leur école à Bembèrèkè/©UNICEF/2022/Folly

P.25. : Un camion (transportant 14,81 tonnes de vivres) enlisé sur l'une des voies de la commune de Pèrèrè lors de l'opération de distribution de vivres dans les écoles pour l'année scolaire 2022-2023/©PAM/2022/Makeba Tchiboza

P.27. : Afi Fangninou, femme rurale d'Aplahoué, bénéficiaire de la FAO, à la fenêtre de sa case de stock de maïs/©FAO/2022/Soédja

P.27. : Afi Fangninou, femme rurale d'Aplahoué, bénéficiaire de la FAO, à la fenêtre de sa case de stock de maïs/©FAO/2022/Soédja

P.28. : 17 Global Goals Concept Earth Plexus Design in Moss Forrest Background SDGs, Adobestock